



Déclaration de Montserrat sur « Les religions et la construction de la paix »

10 avril 2008



Les informations trompeuses sur l'origine des conflits doivent donner lieu à une analyse sans équivoque sur la relation entre les sentiments religieux et la violence, afin de progresser vers la construction de la paix par la prévention et la résolution pacifique des conflits. Si nous n'analysons pas soigneusement et ne faisons pas connaître cette relation, certains médias et beaucoup de personnes dans le monde entier continueront à penser et à croire, à tort, que c'est souvent la religion qui alimente les conflits. En effet, alors que, dans de nombreux cas, la violence trouve sa source dans les sphères du pouvoir, des ressources et des idéologies, la religion est trop souvent utilisée à mauvais escient pour promouvoir ces conflits.

En 1994 s'est tenue à Barcelone une importante réunion de représentants de diverses croyances et organisations religieuses⁽¹⁾, au cours de laquelle les participants ont abouti à la conclusion unanime que les religions, fondées sur une vision commune de l'humanité et sur des valeurs partagées, telles que la fraternité, la solidarité humaine et l'amour, ne devraient plus jamais être à l'origine de la confrontation, mais de la conciliation.

Les conflits dramatiques et interminables au Moyen-Orient, tout comme les événements tragiques qui ont eu lieu récemment ailleurs dans le monde, exigent des solutions reposant sur la prise de conscience, l'engagement et l'implication des chefs religieux et de la société civile, qui doivent exiger des autorités compétentes qu'elles fassent preuve de volonté politique et prennent des mesures concrètes. Dans ce contexte, la politique de

(1) Déclaration de Barcelone, 1994 : Déclaration sur le rôle de la religion dans la promotion d'une culture de la paix, Unesco. www.unesco.org/cpp/uk/declarations/religion.pdf

double morale qu'imposent certains pays représente une menace pour la paix et la stabilité et complique le rôle des religions qui œuvrent en faveur de la justice dans des situations aussi complexes.

Nous assistons actuellement à une détérioration croissante de la gouvernance mondiale. Cette dégradation est visible dans différents domaines : du climat aux finances, de la loi à la justice sociale, des droits de l'homme au travail décent. Ces menaces ont fait naître chez l'être humain un sentiment d'insécurité.

Dans les moments de crise, les religions doivent redonner espoir et confiance à l'humanité. En outre, il est particulièrement important qu'elles aident à conserver des valeurs dans un système économique et social qui en tient de moins en moins compte. Dans ces circonstances, la société civile, fondée sur les valeurs humaines universelles, est devenue un acteur clé pour aborder les questions mondiales et promouvoir une autre forme de gouvernance.

Par conséquent, c'est en unissant leurs valeurs que les religions et la société civile peuvent agir sur les institutions politiques au niveau local, national et international pour offrir espoir, justice et progrès.

Conformément aux recommandations établies dans le Rapport de l'Alliance des civilisations et dans d'autres documents⁽²⁾, nous devons intensifier nos efforts pour réduire les divisions entre les religions et les cultures par le biais du dialogue et d'actions concrètes, étant donné que les religions et les cultures sont entrelacées. Nous devons passer outre les idées fausses, les stéréotypes, le langage et les concepts erronés que diffusent les médias et que reproduisent souvent des dirigeants irresponsables. Les religions doivent rester unies pour pouvoir coexister en harmonie et travailler de concert pour bâtir un avenir commun. Nous devons rejeter les attitudes qui propagent l'idée d'un lien apparent entre la religion et la violence, l'extrémisme et même le terrorisme.

⁽²⁾ Rapport du Groupe de haut niveau des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations : www.unaoc.org ; Processus de dialogue entre les civilisations : www.unesco.org/dialogue ; « Promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre religions et cultures au service de la paix », Résolution A/RES/61/221 de l'Assemblée générale des Nations Unies : www.un.org/ga/61/ ; Déclaration de Rio sur « L'Alliance des civilisations, l'interculturalisme et les droits de l'homme », Rio de Janeiro, décembre 2007.

Dans ce contexte, il apparaît comme impératif et urgent de promouvoir des actions pouvant aller à l'encontre de la situation et des tendances actuelles, qui reposent sur l'usage de la force et de l'autorité. Nous devons favoriser les comportements et les attitudes encourageant à agir et faire connaître la véritable origine des conflits, y compris, si nécessaire, l'utilisation à mauvais escient des religions et des idéologies. Nous devons offrir des solutions possibles pour construire la paix et l'implanter dans l'esprit des gens, en particulier dans celui des acteurs politiques et sociaux et des médias.

C'est pour toutes ces raisons que, réunis à l'abbaye de Montserrat, sur la montagne inspiratrice qui lui a donné son nom, dans le cadre du soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous réaffirmons notre pleine adhésion aux principes établis dans la Déclaration, ainsi que dans d'autres documents et accords internationaux, qui garantissent le droit à la liberté de religion et le respect absolu de toutes les croyances et encouragent le dialogue et l'interaction avec les personnes d'affinités ou d'identités différentes, qu'elles soient croyantes ou non. Dans cette optique, il apparaît essentiel d'organiser une mise en commun et une rencontre rapides et efficaces entre les représentants des diverses religions, ainsi qu'avec les autorités nationales et internationales, ayant pour principal objectif de déterminer les valeurs et les règles communes afin d'apprendre à vivre avec nos différences.

Nous insistons sur l'importance que revêtent aujourd'hui les identités, qui, laissant de côté les extrémismes, sont devenues le fondement le plus solide d'un véritable modèle de coexistence internationale.

Nous sommes convaincus de la nécessité de construire une culture du dialogue, de l'alliance, de la non-violence et de la paix, dans le respect total des droits de l'homme, de la Charte des Nations Unies et de l'état de droit. Cette culture de la paix partagée doit doter d'expressions créatives les enseignements des traditions religieuses du monde entier, qui, animées d'un sentiment de fraternité et de respect de son prochain, ont mis en évidence le principe selon lequel nous sommes tous responsables les uns des autres. En termes politiques, la seule sécurité possible en pratique et responsable du point de vue moral est la « sécurité partagée ». Nous exprimons à voix haute notre soutien convaincu à toutes les personnes engagées en faveur de ce projet commun.

Nous appelons les chefs religieux, à tous les niveaux, du sommet de la pyramide hiérarchique à l'échelon le plus populaire, à renforcer et à exercer leur rôle essentiel d'acteurs de paix et de compréhension mutuelle.

Nous appelons la société civile, les acteurs institutionnels et les médias à travailler en étroite collaboration, assidûment et sans relâche, avec résolution et imagination, pour atteindre et dépasser les Objectifs du Millénaire et, ainsi, accélérer la transition de l'usage de la force vers la parole et le dialogue, de la violence vers l'harmonie entre les cultures et les religions, du conflit vers l'alliance, d'une économie de guerre vers une économie de développement mondial, d'une culture de la guerre vers une culture de la paix, fondée sur la justice et la liberté.

Nous lançons un appel tout particulier aux communautés religieuse, éducative, universitaire, scientifique et artistique, ainsi qu'aux associations intellectuelles et aux laboratoires d'idées. Du fait même de leur nature, elles devraient se faire les principaux champions de l'enseignement et de l'apprentissage des droits de l'homme, de la tolérance, des valeurs et d'un meilleur équilibre entre hommes et femmes.

Nous invitons toutes les formes d'expression culturelle à prendre part à la construction d'une architecture internationale par le biais d'un dialogue entre les cultures permettant de renforcer une culture de la paix partagée.

Nous appelons les médias à contribuer à éviter la large diffusion de stéréotypes et d'images erronées et à promouvoir une meilleure entente entre les différentes cultures et religions.

Nous appelons les dirigeants politiques, les gouvernements et les organisations internationales – en particulier dans le cadre d'une réforme en profondeur du système des Nations Unies – à unir leurs efforts, guidés par les «principes démocratiques»⁽³⁾, pour faire face aux enjeux qui menacent l'humanité. Nous sommes convaincus que, si les êtres humains le souhaitent, ils peuvent transformer le monde. Toutes les religions sont d'accord sur ce point : rien n'est hors de portée de la capacité créative qui fait la spécificité de l'être humain.

⁽³⁾ Constitution de l'Unesco, 1945.

Montserrat, Barcelone, le 10 avril 2008

Federico Mayor
Président
Fondation Culture de Paix

Mohammad S. Khatami
Président
Fondation pour le Dialogue entre les
civilisations

S. S. Aram I^{er}
Catholicos de Cilicie
Président du Conseil des Églises du
Moyen-Orient

Joan Enric Vives
Évêque de La Seu d'Urgell
Coprince d'Andorre

Abdulaziz O. Altwajiri
Directeur général de l'ISESCO

Rabbin René Samuel Sirat
Vice-président
Conférence européenne des rabbins

Mar Odisho Oraham
Évêque d'Europe
Église assyrienne de l'Orient

Kjell M. Bondevik
Président
Centre d'Oslo pour la paix et les droits de
l'homme

Candido Mendes de Almeida
Secrétaire général
Académie de la Latinité

William F. Vendley
Secrétaire général
Conférence mondiale des religions pour la
paix

Josep Maria Soler
Abbé de Montserrat

Roberto Savio
Responsable des Relations internationales
Forum politique mondial

Paul Ortega
Secrétaire général
Pax Romana – MIIC

Gary Vachicouras
Directeur exécutif, Fondation pour la
recherche
et le dialogue interreligieux et
interculturels

Manuel Manonelles¹
Secrétaire et coordonnateur
Rencontre et Déclaration de Montserrat

¹ Également directeur de la Fondation Culture de Paix.

Adhésions à la déclaration²

SAR le Prince El Hassan bin Talal
Président, Institut royal
pour les études interreligieuses, Jordanie

Mario Soares
Président
Fondation Mario Soares

Rabbin Arthur Schneier
Président, Fondation Appeal to Conscience

* * *

Pour adhérer à la Déclaration : emontserrat@fund-culturadepaz.org

29/04/08

* * *

² Ces personnalités, ne pouvant être présentes à Montserrat, ont adhéré à la Déclaration après son approbation et sa présentation le 10 avril.